

Art. 20. Dans le même arrêté, il est inséré un article 27/1 rédigé comme suit :

“Art. 27/1. Un même identifiant de volume est attribué à chaque parcelle cadastrale patrimoniale qui constitue le volume cadastral, ainsi qu’à chaque parcelle cadastrale patrimoniale se situant dans ce volume cadastral.”

Art. 21. Dans l’article 34 du même arrêté, les mots “des données reprises à l’article 3, 1° à 7° de cet arrêté, des documents, pièces et plans” sont remplacés par les mots “des données, documents, pièces et plans, repris à l’article 3, 1° à 7°”.

Art. 22. Dans l’article 36, alinéa 1^{er}, 3° du même arrêté, les mots “aux articles 577-2 et 577-3” sont remplacés par les mots “aux articles 3.78, alinéa 1^{er}, et 3.84”.

Art. 23. Dans l’article 38, alinéa 1^{er} du même arrêté, le 3° est remplacé comme suit :

“3° l’identification des titulaires de droits réels;”.

Art. 24. Dans l’article 44 du même arrêté, les mots “sociale de celui à qui l’information a été fournie, les finalités sur base desquels” sont remplacés par les mots “de celui à qui l’information a été fournie, les finalités sur base desquelles”.

Art. 25. Dans les articles 2, 1° en 2°, 5, 8, 12, § 4, 14, 2°, 19, 24, 26, 27, 29, 30, 33, 41, 45, 48 et 50 du même arrêté, l’acronyme “AGDP” est chaque fois remplacé par le mot “administration”.

Dans le texte néerlandais de l’article 14, 5°, c), l’acronyme “AAPD” est remplacé par le mot “administratie”.

Art. 26. A l’annexe au même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à leur première occurrence, les mots “données propriétaires” sont remplacés par les mots “données d’identification des titulaires de droits réels” ;
- 2° les mots “Données du propriétaire d’une” sont remplacés par les mots “Données d’identification du titulaire de droits réels sur une” ;
- 3° dans le texte néerlandais, le mot “Medeëigenaars” est remplacé par le mot “Mede-eigenaars” ;
- 4° les mots “données des propriétaires” sont chaque fois remplacés par les mots “données d’identification des titulaires de droits réels sur”.

CHAPITRE 3. — Entrée en vigueur et mesure d’exécution

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* pour les actes passés ou établis à partir du 1^{er} septembre 2021, à l’exception des articles 3, 14, b), 15, 1° et 22 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2021.

Art. 28. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 août 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Art. 20. In hetzelfde besluit, wordt een artikel 27/1 ingevoegd luidende:

“Art. 27/1. Eenzelfde volume-identificatie wordt toegekend aan elk kadastraal patrimoniumperceel dat het kadastraal volume vormt alsook aan elk kadastraal patrimoniumperceel dat zich bevindt in dat kadastraal volume.”

Art. 21. In artikel 34 van hetzelfde besluit, worden de woorden “onder artikel 3, 1° tot 7° van dit besluit bedoelde gegevens, documenten, stukken en plannen” vervangen door de woorden “gegevens, documenten, stukken en plannen bedoeld in artikel 3, 1° tot 7°”.

Art. 22. In artikel 36, eerste lid, 3° van hetzelfde besluit, worden de woorden “de artikelen 577-2 en 577-3” vervangen door de woorden “artikelen 3.78, eerste lid en 3.84”.

Art. 23. In artikel 38, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 3° vervangen als volgt:

“3° de identificatie van de titularissen van zakelijke rechten;”.

Art. 24. In artikel 44 van hetzelfde besluit, wordt het woord “maatschappelijke” geschrapt.

Art. 25. In de artikelen 2, 1° en 2°, 5, 8, 12, § 4, 14, 2°, 19, 24, 26, 27, 29, 30, 33, 41, 45, 48 en 50 van hetzelfde besluit, wordt het acroniem “AAPD” telkens vervangen door het woord “administratie”.

In artikel 14, 5°, c) wordt het acroniem “AAPD” vervangen door het woord “administratie”.

Art. 26. In de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° bij de eerste vermelding ervan, wordt het woord “eigenaarsgegevens” vervangen door de woorden “identificatiegegevens van de titularissen van zakelijke rechten” ;
- 2° in de Franse tekst, worden de woorden “Données du propriétaire d’une” vervangen door de woorden “Données d’identification du titulaire de droits réels sur une” ;
- 3° het woord “Medeëigenaars” wordt vervangen door het woord “Mede-eigenaars” ;
- 4° de woorden “eigenaarsgegevens van” wordt telkens vervangen door de woorden “identificatiegegevens van de titularissen van zakelijke rechten op”.

HOOFDSTUK 3. — Inwerkingtreding en uitvoeringsbepaling

Art. 27. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt voor de akten verleden of opgemaakt vanaf 1 september 2021, behalve de artikelen 3, 14, b), 15, 1° en 22 die in werking treden op 1 september 2021.

Art. 28. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/31920]

31 AOÛT 2021. — Arrêté ministériel portant modification de l’arrêté ministériel du 18 novembre 2013 portant exécution de l’article 5 de l’arrêté royal du 18 novembre 2013 complétant les règles d’identification des immeubles dans un acte ou document sujet à la publicité hypothécaire, et organisant le dépôt préalable d’un plan à l’Administration générale de la Documentation patrimoniale et la délivrance par celle-ci d’un nouvel identifiant

Le Ministre des Finances,

Vu la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, l’article 141, alinéa 4 ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, l’article 504 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2021/31920]

31 AUGUSTUS 2021. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 18 november 2013 tot uitvoering van artikel 5 van het koninklijk besluit van 18 november 2013 tot aanvulling van de identificatieregels van onroerende goederen in een aan hypothecaire openbaarmaking onderworpen akte of stuk, en tot regeling van de voorafgaande neerlegging van een plan bij de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie en van de aflevering door die algemene administratie van een nieuwe identificatie

De Minister van Financiën

Gelet op de hypotheekwet van 16 december 1851, artikel 141, vierde lid;

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, artikel 504;

Vu l'arrêté royal du 18 novembre 2013 complétant les règles d'identification des biens dans un acte ou document sujet à la publicité hypothécaire, et organisant le dépôt préalable d'un plan à l'Administration générale de la Documentation patrimoniale et la délivrance par celle-ci d'un nouvel identifiant ;

Vu l'avis n° 92/2021 de l'Autorité de protection des données, donné le 14 juin 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, prorogé de 15 jours, adressée au Conseil d'État le 18 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que les présentes modifications font suite au nouveau Livre 3 du Code civil ;

Considérant qu'il n'y a pas d'impact budgétaire ;

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté ministériel du 18 novembre 2013 portant exécution de l'article 5 de l'arrêté royal du 18 novembre 2013 complétant les règles d'identification des immeubles dans un acte ou document sujet à la publicité hypothécaire, et organisant le dépôt préalable d'un plan à l'Administration générale de la Documentation patrimoniale et la délivrance par celle-ci d'un nouvel identifiant, l'intitulé du chapitre I^{er} est remplacé par ce qui suit

"CHAPITRE I^{er}. - Contenu d'un plan de délimitation d'une parcelle cadastrale patrimoniale à créer telle que visée à l'article 1/1, § 1^{er}, 1° et 2° de l'arrêté royal du 18 novembre 2013"

Art. 2. L'article 1^{er} du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 11 mai 2015, est remplacé par ce qui suit :

"Article 1^{er}. Le plan de délimitation est établi sur base d'un mesurage s'appuyant sur les sommets des limites de parcelles ou, à défaut, sur les sommets des limites des parcelles attenantes.

Toutefois, lorsque le mesurage est fixé dans les systèmes de coordonnées belges Lambert 1972 ou Lambert 2008 définis par l'Institut géographique national, il n'est pas obligatoire de rechercher les sommets des limites des parcelles attenantes si celles-ci se situent à plus de 50 mètres.

Le plan permet à l'administration de cadastrer les nouvelles parcelles cadastrales plan sur la base des règles établies par le titre 2, chapitres 2 et 3 de l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif à la constitution et la mise à jour de la documentation cadastrale et fixant les modalités pour la délivrance des extraits cadastraux."

Art. 3. L'article 2 du même arrêté, remplacé par l'arrêté ministériel du 11 mai 2015, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 2. Le plan comprend :

1° le nom de la commune ;

2° la désignation cadastrale complète des parcelles cadastrales plan tant concernées qu'attenantes : la division, la section, le radical, le numéro bis et l'exposant ;

3° la date du plan ;

4° l'échelle et l'indication du nord ;

5° lorsque l'objet du plan est la division en plusieurs lots : le périmètre de l'ensemble des lots en coordonnées établies sur base d'un mesurage, l'emplacement des nouvelles voiries et, le cas échéant, la date et le numéro du permis ;

6° le cas échéant, la dénomination de la voirie ou du cours d'eau qui jouxte le bien ;

7° l'indication, accompagnée de leur description, des éléments matériels, trouvés lors des travaux sur le terrain, qui peuvent être l'indice d'une limite de parcelle, tels que des clôtures, des fossés, des haies et des murs ;

8° si cette information est connue, le caractère mitoyen ou privatif des éléments séparatifs de propriété ;

9° le tracé des bâtiments érigés sur la parcelle cadastrale plan ;

10° l'indication des servitudes connues ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 november 2013 tot aanvulling van de identificatieregels van onroerende goederen in een aan hypothecaire openbaarmaking onderworpen akte of stuk, en tot regeling van de voorafgaande neerlegging van een plan bij de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie en van de aflevering door die algemene administratie van een nieuwe identificatie;

Gelet op het advies nr. 92/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 14 juni 2021;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, verlengd met 15 dagen, die op 18 juni 2021 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat deze wijzigingen volgen op het nieuwe Boek 3 van het Burgerlijk Wetboek;

Overwegende dat er geen budgettaire impact is;

Besluit :

Artikel 1. In het ministerieel besluit van 18 november 2013 tot uitvoering van artikel 5 van het koninklijk besluit van 18 november 2013 tot aanvulling van de identificatieregels van onroerende goederen in een aan hypothecaire openbaarmaking onderworpen akte of stuk, en tot regeling van de voorafgaande neerlegging van een plan bij de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie en van de aflevering door die algemene administratie van een nieuwe identificatie, wordt het opschrift van hoofdstuk I vervangen als volgt:

"HOOFDSTUK I. - Inhoud van een plan van afbakening van een te creëren kadastraal patrimoniumperceel zoals bedoeld in artikel 1/1, § 1, 1° en 2° van het koninklijk besluit van 18 november 2013".

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 11 mei 2015, wordt vervangen als volgt:

"Artikel 1. Het plan van afbakening wordt opgemaakt op basis van een opmeting die is gebaseerd op de hoekpunten van de perceelsgrenzen of, bij gebrek hieraan, op de hoekpunten van de aanpalende perceelsgrenzen.

Evenwel, wanneer de opmeting is vastgesteld in de Belgische coördinatensystemen Lambert 1972 of Lambert 2008 zoals gedefinieerd door het Nationaal Geografisch instituut, is het niet verplicht om de hoekpunten van de aanpalende perceelsgrenzen op te zoeken wanneer deze gelegen zijn op meer dan 50 meter.

Het plan moet het de administratie mogelijk maken de nieuwe kadastrale planpercelen te kadastreren op basis van de voorschriften vastgelegd in titel 2, hoofdstukken 2 en 3 van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende het aanleggen en bijhouden van de kadastrale documentatie en tot vaststelling van de modaliteiten voor het afleveren van kadastrale uittreksels."

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 11 mei 2015, wordt vervangen als volgt:

"Art. 2. Het plan bevat:

1° de naam van de gemeente;

2° de volledige kadastrale beschrijving van de betrokken en van de aanpalende kadastrale planpercelen: de afdeling, de sectie, het grondnummer, het bisnummer en de exponent;

3° de datum van het plan;

4° de schaal en de aanwijzing van het noorden;

5° wanneer het voorwerp van het plan de verdeling in verschillende kavels uitmaakt: de omtrek van het geheel van de kavels in coördinaten verkregen op basis van een opmeting, de lokalisatie van de nieuwe wegen en in voorkomend geval de datum en het nummer van de vergunning;

6° in voorkomend geval: de benaming van de weg of van de waterloop die grenst aan het goed;

7° de aanduiding, met de beschrijving ervan, van de materialisaties aangetroffen tijdens de terreinwerkzaamheden, die een indicatie van een perceelsgrens kunnen zijn, zoals afsluitingen, grachten, hagen en muren;

8° de vermelding van het privaatieve of gemeenschappelijke karakter van de eigendomsafscheidingen, als die informatie gekend is;

9° de omlijning van de op het kadastraal planperceel aanwezige gebouwen;

10° de aanduiding van de gekende erfdienstbaarheden;

11° la description des sommets des limites de parcelles et l'indication des bornes existantes et nouvelles ;

12° la longueur de tous les segments de la partie mesurée ;

12^{bis}° la dénomination et les coordonnées x et y de chaque sommet de la partie mesurée, avec l'indication du système de coordonnées utilisé ;

13° l'indication de la superficie au mètre carré près des parcelles cadastrales plan à créer ;

13^{bis}° la dénomination de chaque parcelle cadastrale plan à créer ;

14° l'identité complète de l'auteur, c'est-à-dire, selon le cas, le géomètre-expert ou l'un des titulaires de droits réels ;

15° la signature de l'auteur ;

16° le cas échéant, le numéro d'identification du géomètre-expert auprès du Conseil fédéral des géomètres-experts ainsi que toute autre mention imposée par la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-expert ;

17° le cas échéant, le numéro d'identification du géomètre-expert au service des pouvoirs publics dans l'exercice de ses missions de fonctionnaire, obtenu auprès de l'administration ;

18° pour chaque limite de parcelle existante, un aperçu des sources utilisées pour la délimitation de la limite :

a) le renvoi à des actes, des plans de délimitation antérieurs et/ou d'autres documents ou pièces utilisés pour déterminer une limite de parcelle, en mentionnant les attributs d'identification tels que la date, les nom, prénom et qualité professionnelle de l'auteur afin qu'il puisse être identifié par les destinataires autorisés desdits documents ainsi que la référence du plan ;

b) l'indication d'éléments physiques probants existants sur le terrain ;

c) l'accord des propriétaires concernés, auquel cas le plan reprend leur identité et leur signature ;

19° l'indication des sommets des limites des parcelles attenantes dont question à l'article 1^{er}."

Art. 4. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

"CHAPITRE II. - Contenu d'un plan de délimitation d'une parcelle cadastrale patrimoniale à créer telle que visée à l'article 1/1, § 1^{er}, 3° et 4° de l'arrêté royal du 18 novembre 2013"

Art. 5. L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"Art. 3. Le plan de délimitation d'un lot privatif à créer ou à modifier, ou d'une partie ou de la totalité d'un bâtiment, consiste en une copie du plan de construction ou en un plan de mesurage.

Le plan permet à l'administration de cadastrer les nouvelles parcelles cadastrales plan sur la base des règles établies par le titre 2, chapitre 2 de l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif à la constitution et la mise à jour de la documentation cadastrale et fixant les modalités pour la délivrance des extraits cadastraux."

Art. 6. L'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 11 mai 2015, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 4. Le plan comprend :

1° le nom des communes ;

2° la désignation cadastrale complète des parcelles cadastrales plan concernées : la division, la section, le radical, le numéro bis et l'exposant ;

3° la date du plan ;

4° l'échelle et l'indication du nord ;

5° la détermination exacte des limites des entités privatives ou des parties ou de la totalité d'un bâtiment, ainsi que leurs dimensions au centimètre près ;

6° la superficie nette au sol visée à l'article 577-4 du Code civil ;

6^{bis} la dénomination des entités privatives ou des parties ou de la totalité d'un bâtiment ;

7° l'indication des servitudes connues ;

8° l'identité complète et la signature de l'auteur ;

11° de beschrijving van de hoekpunten van de perceelsgrenzen en de lokalisatie van de bestaande en van de nieuwe grensmarkeringen;

12° de lengte van alle segmenten van het opgemeten deel;

12^{bis}° de benaming en de x- en y-coördinaten van elk hoekpunt van het opgemeten deel met vermelding van het gebruikte coördinatensysteem;

13° de oppervlakte tot op de vierkante meter nauwkeurig van de te creëren kadastrale planpercelen;

13^{bis}° de benaming van elk te creëren kadastraal planperceel;

14° de volledige identiteit van de auteur, dit wil zeggen, al naar gelang van het geval, van de landmeter-expert of van één van de titularissen van zakelijke rechten;

15° de handtekening van de auteur;

16° in voorkomend geval, het identificatienummer van de landmeter-expert bij de Federale Raad van landmeters-experten en elke andere vermelding opgelegd door de wet van 11 mei 2003 ter bescherming van de titel en het beroep van landmeter-expert;

17° in voorkomend geval, het identificatienummer van de landmeter-expert in overheidsdienst bij de uitoefening van zijn opdrachten als ambtenaar, bekomen bij de administratie;

18° voor elke bestaande perceelsgrens een overzicht van de bronnen gebruikt voor het afbakenen van de grens:

a) door te verwijzen naar akten, voorgaande afbakeningsplannen en/of andere documenten of stukken gebruikt voor het bepalen van een perceelsgrens, met vermelding van de identificerende attributen zoals de datum, de naam, de voornaam en de professionele hoedanigheid van de auteur zodat deze kan worden geïdentificeerd door de gemachtigde bestemmingen van die documenten alsook de planreferentie;

b) overtuigende materiële elementen op het terrein;

c) het akkoord van de betrokken eigenaars in welk geval ze hun identiteit op het plan vermelden en het handtekenen;

19° de aanduiding van de hoekpunten van de aanpalende perceelsgrenzen waarvan sprake in artikel 1."

Art. 4. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt:

"HOOFDSTUK II. - Inhoud van een plan van afbakening van een te creëren kadastraal patrimoniumperceel zoals bedoeld in artikel 1/1, § 1, 3° en 4° van het koninklijk besluit van 18 november 2013"

Art. 5. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 3. Het plan van afbakening van een te creëren of te wijzigen privatieve kavel, of van een deel of het geheel van het gebouw, bestaat in een kopie van het bouwplan of in een opmetingsplan.

Het plan moet het de administratie mogelijk maken de nieuwe kadastrale patrimoniumpercelen te kadastreren op basis van de voorschriften vastgelegd in titel 2, hoofdstuk 2 van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende het aanleggen en bijhouden van de kadastrale documentatie en tot vaststelling van de modaliteiten voor het afleveren van kadastrale uittreksels."

Art. 6. Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 11 mei 2015, wordt vervangen als volgt:

"Art. 4. Het plan bevat:

1° de naam van de gemeente;

2° de volledige kadastrale beschrijving van de betrokken kadastrale planpercelen, door vermelding van de afdeling, de sectie, het grondnummer, het bisnummer en de exponent;

3° de datum van het plan;

4° de schaal en de aanwijzing van het noorden;

5° de nauwkeurige bepaling van de grenzen van de privatieve entiteiten, of van de delen of het geheel van een gebouw, en hun afmetingen tot op de centimeter nauwkeurig;

6° de netto vloeroppervlakte voorzien bij artikel 577-4 van het Burgerlijk Wetboek;

6^{bis}° de benaming van de privatieve entiteiten of van de delen of het geheel van een gebouw;

7° de aanduiding van de gekende erfdiensbaarheden;

8° de volledige identiteit en de handtekening van de auteur;

9° le cas échéant, le numéro d'identification du géomètre-expert auprès du Conseil fédéral des géomètres-experts ainsi que toute autre mention imposée par la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-expert ;

10° le cas échéant, le numéro d'identification du géomètre-expert au service des pouvoirs publics dans l'exercice de ses missions de fonctionnaire, obtenu auprès de l'administration ;

11° lorsqu'il concerne un bâtiment à construire : le plan d'implantation du bâtiment par rapport aux limites des parcelles cadastrales plan concernées ;

12° lorsqu'il concerne un acte de base : l'indication des parcelles cadastrales plan ou des parties de parcelles cadastrales plan qui feront partie de la copropriété forcée ou l'indication que le fonds n'en fera pas partie ;

13° lorsqu'il concerne un acte de base et que celui-ci concerne une partie d'une parcelle cadastrale plan : un plan de délimitation qui répond aux règles établies par le chapitre 1^{er}."

Art. 7. Dans l'article 4, 6°, du même arrêté, remplacé par l'article 6, les mots "l'article 577-4" sont remplacés par les mots "l'article 3.85".

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre IIbis, comportant les articles *4bis* à *4quater*, rédigé comme suit :

"CHAPITRE IIbis. - Contenu d'un plan de délimitation d'une parcelle cadastrale patrimoniale à créer telle que visée à l'article 1/1^{er}, § 1^{er}, 5° de l'arrêté royal du 18 novembre 2013

Art. *4bis*. Le plan de délimitation contient :

1° une première partie, établie sur base d'un mesurage s'appuyant sur les sommets des limites de parcelle cadastrale plan. Cette partie est complétée par la projection du périmètre extérieur des volumes délimités. Toutefois, il n'est pas obligatoire de rechercher les sommets des parcelles cadastrales plan concernées lorsque celles-ci sont situées à plus de 50 mètres de la projection du périmètre extérieur des volumes ;

2° une deuxième partie, comprenant la description des volumes en trois dimensions.

Le plan doit permettre à l'administration de cadastrer les nouvelles parcelles cadastrales patrimoniales sur la base des règles établies par le titre 2, chapitre 2 de l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif à la constitution et la mise à jour de la documentation cadastrale et fixant les modalités pour la délivrance des extraits cadastraux.

Si un volume est créé à l'intérieur d'un volume existant, le nouveau volume ainsi que le reste du volume existant doivent être délimités.

Art. *4ter*. La première partie du plan comprend :

1° le nom de la commune ;

2° la description cadastrale complète des parcelles cadastrales plan tant concernées qu'attendant : la division, la section, le radical, le numéro bis et l'exposant ;

3° la date du plan ;

4° l'échelle et l'indication du nord ;

5° le cas échéant, la dénomination de la voirie ou du cours d'eau qui jouxte le bien ;

6° l'indication, accompagnée d'une description, des éléments matériels, trouvés lors des travaux sur le terrain, qui peuvent être l'indice d'une limite de parcelle, tels que des clôtures, des fossés, des haies et des murs ;

7° si cette information est connue, le caractère mitoyen ou privatif des éléments séparatifs de propriété ;

8° le tracé des bâtiments érigés sur la parcelle cadastrale plan ;

9° l'indication des servitudes connues ;

10° la description des sommets des limites de parcelle et l'indication des bornes existantes et nouvelles ;

11° la projection du périmètre extérieur des volumes délimités dans les systèmes de coordonnées belges Lambert 1972 ou Lambert 2008 définis par l'Institut géographique national ;

12° la longueur de tous les segments des parcelles cadastrales plan concernées et des volumes projetés ;

9° in voorkomend geval, het identificatienummer van de landmeter-expert bij de Federale Raad van landmeters-experten en elke andere vermelding opgelegd door de wet van 11 mei 2003 ter bescherming van de titel en van het beroep van landmeter-expert;

10° in voorkomend geval, het identificatienummer van de landmeter-expert in overheidsdienst bij de uitoefening van zijn opdrachten als ambtenaar, bekomen bij de administratie;

11° als het een op te richten gebouw betreft: het inplantingsplan van het gebouw ten opzichte van de grenzen van de betrokken kadastrale planpercelen;

12° als het een basisakte betreft: de vermelding van de kadastrale planpercelen of delen van kadastrale planpercelen die deel zullen uitmaken van gedwongen mede-eigendom of de vermelding dat de grond er geen deel van zal uitmaken;

13° als het een basisakte betreft en deze een deel van een kadastraal planperceel betreft: een afbakeningsplan dat voldoet aan de voorschriften vastgelegd in hoofdstuk I."

Art. 7. In artikel 4, 6° van hetzelfde besluit, vervangen bij artikel 6, worden de woorden "artikel 577-4" vervangen door de woorden "artikel 3.85".

Art. 8. In hetzelfde besluit, wordt een hoofdstuk IIbis ingevoegd, dat de artikelen *4bis* tot *4quater* bevat, luidende:

"HOOFDSTUK IIbis. - Inhoud van een plan van afbakening van een te creëren kadastraal patrimoniumperceel zoals bedoeld in artikel 1/1, § 1, 5° van het koninklijk besluit van 18 november 2013

Art. *4bis*. Het plan van afbakening bestaat uit:

1° een eerste deel, opgemaakt op basis van een opmeting die is gebaseerd op de hoekpunten van de kadastrale planperceelsgrenzen. Dat deel wordt aangevuld met de projectie van de buitenomtrek van de afgebakende volumes. Het is evenwel niet verplicht om de hoekpunten van de betrokken kadastrale planpercelen op te zoeken wanneer deze gelegen zijn op meer dan 50 meter van de projectie van de buitenomtrek van de volumes;

2° een tweede deel, bevattend de beschrijving van de volumes in drie dimensies.

Het plan moet het de administratie mogelijk maken de nieuwe kadastrale patrimoniumpercelen te kadastreren op basis van de voorschriften vastgelegd in titel 2, hoofdstuk 2 van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende het aanleggen en bijhouden van de kadastrale documentatie en tot vaststelling van de modaliteiten voor het afleveren van kadastrale uittreksels.

Als een volume gecreëerd wordt binnen een bestaand volume moeten zowel het nieuwe volume als het restant van het bestaande volume afgebakend worden.

Art. *4ter*. Het eerste deel van het plan bevat:

1° de naam van de gemeente;

2° de volledige kadastrale beschrijving van de betrokken en van de aanpalende kadastrale planpercelen: de afdeling, de sectie, het grondnummer, het bisnummer en de exponent;

3° de datum van het plan;

4° de schaal en de aanwijzing van het noorden;

5° in voorkomend geval, de benaming van de weg of van de waterloop die grenst aan het goed;

6° de aanduiding, met beschrijving, van de materialisaties aangetroffen tijdens de terreinwerkzaamheden, die een indicatie van een perceelsgrens kunnen zijn, zoals afsluitingen, grachten, hagen en muren;

7° de vermelding van het privaat of gemeenschappelijke karakter van de eigendomsafscheidings, als die informatie gekend is;

8° de omlijning van de op het kadastraal planperceel aanwezige gebouwen;

9° de aanduiding van de gekende erfdiensbaarheden;

10° de beschrijving van de hoekpunten van de perceelsgrenzen en de lokalisatie van de bestaande en van de nieuwe grensmarkeringen;

11° de projectie van de buitenomtrek van alle afgebakende volumes in de Belgische coördinatensystemen Lambert 1972 of Lambert 2008 zoals gedefinieerd door het Nationaal Geografisch instituut;

12° de lengte van de segmenten van de betrokken kadastrale planpercelen en van de geprojecteerde volumes;

13° la dénomination et les coordonnées x et y des sommets, des parcelles cadastrales plans concernées et des volumes projetés dans les systèmes de coordonnées belges Lambert 1972 ou Lambert 2008 définis par l'Institut géographique national ;

14° l'indication du système de coordonnées utilisé ;

15° la superficie au mètre carré près des parcelles cadastrales plan concernées et des volumes projetés ;

16° la dénomination de chaque volume ;

17° l'identité complète de l'auteur, c'est-à-dire, selon le cas, le géomètre-expert ou l'un des titulaires de droits réels ;

18° la signature de l'auteur ;

19° le cas échéant, le numéro d'identification du géomètre-expert auprès du Conseil fédéral des géomètres-experts ainsi que toute autre mention imposée par la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-expert ;

20° le cas échéant, le numéro d'identification du géomètre-expert au service des pouvoirs publics dans l'exercice de ses missions de fonctionnaire, obtenu auprès de l'administration ;

21° pour chaque limite de parcelle existante, un aperçu des sources utilisées pour la délimitation de la limite :

a) le renvoi à des actes, des plans de délimitation antérieurs et/ou d'autres documents ou pièces utilisés pour déterminer une limite de parcelle, en mentionnant les attributs d'identification tels que la date, le nom, prénom et qualité professionnelle de l'auteur afin qu'il puisse être identifié par les destinataires autorisés desdits documents ainsi que la référence du plan ;

b) l'indication des éléments physiques probants existants sur le terrain ;

c) l'accord des propriétaires concernés auquel cas le plan reprend leur identité et leur signature ;

22° l'indication des coupes et/ou de la direction des vues reprises dans la deuxième partie du plan.

Art. 4^{quater}. La deuxième partie du plan comprend :

1° la visualisation en trois dimensions du projet au moyen de coupes et/ou de vues représentant les volumes et, le cas échéant, les parties composant chaque volume. Cette visualisation doit permettre de comprendre l'agencement des volumes les uns par rapport aux autres et de les situer par rapport aux limites des parcelles cadastrales plan concernées ;

2° pour chaque volume :

a) la dénomination correspondant à la première partie du plan ;

b) la description ;

c) la nature ;

d) si le volume est délimité en hauteur et en profondeur, la contenance en mètre cube ;

e) si le volume n'est pas délimité en hauteur et/ou en profondeur, l'indication "jusqu'à hauteur utile" et/ou "jusqu'à profondeur utile" ainsi que la superficie du volume projeté en mètre carré ;

3° si le volume se situe sur, au-dessus ou en-dessous de plusieurs parcelles cadastrales plan, la division en parties de volume selon les limites des parcelles cadastrales plan existantes avec pour chaque partie de volume :

a) la dénomination ;

b) si la partie de volume est délimitée en hauteur et en profondeur, la contenance en mètre cube ;

c) si la partie de volume n'est pas délimitée en hauteur et/ou en profondeur, la superficie de la partie de volume projeté en mètre carré ;

4° la description de la géométrie de chaque volume, ou de chaque partie de volume en cas de parties de volume, au moyen :

a) de coordonnées x et y dans le système de coordonnées belge Lambert 1972 ou Lambert 2008 définis par l'Institut géographique national ;

b) le cas échéant, de l'altitude selon le Deuxième Nivellement Général défini par l'Institut géographique national ;

5° la visualisation des sommets et des lignes de chaque volume ou partie de volume."

13° de benaming en de x- en y-coördinaten van de hoekpunten, van de betrokken planpercelen en van de geprojecteerde volumes in de Belgische coördinatensystemen Lambert 1972 of Lambert 2008 zoals gedefinieerd door het Nationaal Geografisch instituut;

14° de vermelding van het gebruikte coördinatensysteem;

15° de oppervlakte tot op de vierkante meter nauwkeurig van de betrokken kadastrale planpercelen en van de geprojecteerde volumes;

16° de benaming van elk volume;

17° de volledige identiteit van de auteur, dit wil zeggen, al naar gelang van het geval, van de landmeter-expert of van één van de titularissen van de zakelijke rechten;

18° de handtekening van de auteur;

19° in voorkomend geval, het identificatienummer van de landmeter-expert bij de Federale Raad van landmeters-experten en elke andere vermelding opgelegd door de wet van 11 mei 2003 ter bescherming van de titel en het beroep van landmeter-expert;

20° in voorkomend geval, het identificatienummer van de landmeter-expert in overheidsdienst bij de uitoefening van zijn opdrachten als ambtenaar, bekomen bij de administratie;

21° voor elke bestaande perceelsgrens een overzicht van de bronnen gebruikt voor het afbakenen van de grens:

a) door te verwijzen naar akten, voorgaande afbakeningsplannen en/of andere documenten of stukken gebruikt voor het bepalen van een perceelsgrens, met vermelding van de identificerende attributen zoals de datum, de naam, de voornaam en de professionele hoedanigheid van de auteur zodat deze kan worden geïdentificeerd door de gemachtigde bestemmingen van die documenten alsook de planreferentie;

b) de overtuigende materiële elementen op het terrein;

c) het akkoord van de betrokken eigenaars in welk geval ze hun identiteit op het plan vermelden en het handtekenen;

22° de situering van de doorsneden en/of de richting van de aanzichten opgenomen in het tweede deel van het plan.

Art. 4^{quater}. Het tweede deel van het plan bevat:

1° de visualisatie in drie dimensies van het project door middel van doorsneden en/of aanzichten waarop de volumes, en in voorkomend geval de samenstellende delen van elk volume, zichtbaar zijn. Uit de visualisatie moet blijken hoe de volumes gesitueerd zijn ten opzichte van elkaar en ten opzichte van de grenzen van de betrokken kadastrale planpercelen;

2° voor elk volume:

a) de benaming in overeenstemming met het eerste deel van het plan;

b) de beschrijving;

c) de aard;

d) als het volume begrensd is in hoogte en diepte, de inhoud in kubieke meter;

e) als het volume niet begrensd is in hoogte en/of diepte, de vermelding 'tot de nuttige hoogte' en/of 'tot de nuttige diepte' en de oppervlakte van het geprojecteerde volume in vierkante meter;

3° als het volume zich op, boven of onder meerdere kadastrale planpercelen bevindt, de opsplitsing in deelvolumes volgens de bestaande kadastrale planperceelsgrenzen met voor elk deelvolume:

a) de benaming;

b) als het deelvolume begrensd is in hoogte en diepte, de inhoud in kubieke meter;

c) als het deelvolume niet begrensd is in hoogte en/of diepte, de oppervlakte van het geprojecteerde deelvolume in vierkante meter;

4° de beschrijving van de geometrie van elk volume, of van elk deelvolume in het geval van deelvolumes, door middel van:

a) x- en y- coördinaten in de Belgische coördinatensystemen Lambert 1972 of Lambert 2008 zoals gedefinieerd door het Nationaal Geografisch instituut;

b) in voorkomend geval, de hoogte volgens de Tweede Algemene Waterpassing zoals gedefinieerd door het Nationaal Geografisch instituut;

5° de visualisatie van de hoekpunten en lijnen van elk volume of deelvolume."

Art. 9. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

"CHAPITRE III. - Modalités de dépôt d'un plan de délimitation à l'administration"

Art. 10. L'article 5 du même arrêté, remplacé par l'arrêté ministériel du 11 mai 2015, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 5. Le plan peut :

1° être déposé sur une plateforme électronique sécurisée ;

2° être transmis, par voie postale ou électronique, au Centre Mutations & Evaluations de l'administration dans le ressort duquel se situent les parcelles cadastrales patrimoniales faisant l'objet du plan."

Art. 11. A l'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 11 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte néerlandais du paragraphe 1^{er}, le mot "ingediend" est remplacé par le mot "neergelegd" ;

2° dans la phrase introductive du § 2, les mots "Tout plan visé au chapitre I^{er} est" sont remplacés par les mots "Tout plan visé aux chapitres I^{er} et IIbis est, lors de son dépôt," ;

3° dans le § 2, 1°, les mots "l'Administration générale de la Documentation patrimoniale, la date du plan, les parcelles" sont remplacés par les mots "l'administration, la date du plan, les parcelles cadastrales patrimoniales".

Art. 12. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 11 mai 2015, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 7. L'administration enregistre le plan dans la base de données des plans de délimitation et lui attribue une référence. Elle communique à la personne qui a déposé le plan. Cette communication a lieu via une plateforme électronique sécurisée, une boîte aux lettres électronique ou par courrier postal, en utilisant de préférence le même procédé que le déposant."

Art. 13. Dans l'article 8 du même arrêté, les mots "2, 4 et 6, l'Administration générale de la Documentation patrimoniale" sont remplacés par les mots "2, 4, 4^{ter}, 4^{quater} et 6, l'administration".

Art. 14. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"Art. 9. Si le plan est modifié, une nouvelle demande de référence est introduite."

Art. 15. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre IIIbis, inséré par l'arrêté ministériel du 11 mai 2015, est remplacé par ce qui suit :

"CHAPITRE IIIbis. - Modalités de demande d'un identifiant parcellaire réservé et d'un identifiant de volume"

Art. 16. L'article 9bis du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 11 mai 2015, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 9bis. La demande d'un identifiant parcellaire réservé et, le cas échéant, d'un identifiant de volume peut être introduite :

1° via une plateforme électronique sécurisée ;

2° par l'envoi d'un formulaire, mis à disposition par l'administration, au Centre Mutations & Evaluations dans le ressort duquel se situent les parcelles cadastrales patrimoniales faisant l'objet du plan.

Cette demande est introduite en même temps que la demande de référence du plan visé au chapitre III ou mentionne la référence du plan si celle-ci a été demandée préalablement."

Art. 17. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre IV est remplacé par ce qui suit :

"CHAPITRE IV. - Communication de l'identifiant parcellaire réservé et de l'identifiant de volume"

Art. 18. L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"Art. 10. L'administration génère l'identifiant parcellaire réservé et, le cas échéant, l'identifiant de volume pour les parcelles cadastrales patrimoniales à créer qui sont représentées sur le plan de délimitation.

Ces identifiants sont communiqués sous la forme d'un tableau à la personne qui a déposé le plan."

Art. 9. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt:

"HOOFDSTUK III. - Nadere regels inzake de neerlegging van een plan van afbakening bij de administratie"

Art. 10. Artikel 5 van hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 11 mei 2015, wordt vervangen als volgt:

"Art. 5. Het plan kan:

1° worden neergelegd via een beveiligd elektronisch platform;

2° per post of elektronisch middel bezorgd worden aan het Centrum Mutaties & Waarderingen van de administratie in het ambtsgebied waarvan de kadastrale patrimoniumpercelen die het voorwerp uitmaken van het plan gelegen zijn."

Art. 11. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 11 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, wordt het woord "ingediend" vervangen door het woord "neergelegd";

2° in de inleidende zin van de § 2, worden de woorden "Elk in hoofdstuk I bedoeld plan wordt bij de aanbidding" vervangen door de woorden "Elk in hoofdstuk I en hoofdstuk IIbis bedoeld plan wordt bij zijn neerlegging";

3° in § 2, 1°, worden de woorden "Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie, de datum van het plan, de betrokken percelen" vervangen door de woorden "administratie, de datum van het plan, de betrokken patrimoniumpercelen".

Art. 12. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 11 mei 2015, wordt vervangen als volgt:

"Art. 7. De administratie registreert het plan in de databank van de afbakeningsplannen en geeft het een referentie. Ze deelt deze referentie mee aan de persoon die het plan heeft neergelegd. Die mededeling gebeurt via een beveiligd elektronisch platform, een elektronische brievenbus of via de post, en bij voorkeur op dezelfde wijze als die waarop het plan werd neergelegd."

Art. 13. In artikel 8 van hetzelfde besluit, worden de woorden "2, 4 en 6, verzoekt de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie" vervangen door de woorden "2, 4, 4^{ter}, 4^{quater} en 6 verzoekt de administratie".

Art. 14. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 9. Als het plan wordt gewijzigd, wordt een nieuwe referentievraag ingediend."

Art. 15. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van hoofdstuk IIIbis, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 11 mei 2015, vervangen als volgt:

"HOOFDSTUK IIIbis. - Nadere regels inzake de aanvraag van een gereserveerde perceelsidentificatie en van een volume-identificatie"

Art. 16. Artikel 9bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 11 mei 2015, wordt vervangen als volgt:

"Art. 9bis. De aanvraag van een gereserveerde perceelsidentificatie en, in voorkomend geval, een volume-identificatie kan worden ingediend:

1° via een beveiligd elektronisch platform;

2° via de verzending van een formulier, ter beschikking gesteld door de administratie, aan het Centrum Mutaties & Waarderingen in het ambtsgebied waarvan de kadastrale patrimoniumpercelen die het voorwerp uitmaken van het plan gelegen zijn.

Deze aanvraag wordt ingediend op hetzelfde ogenblik als de aanvraag van de referentie van het plan bedoeld in hoofdstuk III of vermeldt de referentie van het plan indien deze eerder werd aangevraagd."

Art. 17. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van hoofdstuk IV vervangen als volgt:

"HOOFDSTUK IV. - Mededeling van de gereserveerde perceelsidentificatie en van de volume-identificatie"

Art. 18. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 10. De administratie maakt de gereserveerde perceelsidentificatie en, in voorkomend geval, de volume-identificatie aan voor de te creëren kadastrale patrimoniumpercelen die op het plan van afbakening zijn weergegeven.

Deze identificaties worden in de vorm van een tabel meegedeeld aan de persoon die het plan heeft neergelegd."

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* pour les actes passés ou établis à partir du 1^{er} septembre 2021, à l'exception de l'article 7 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2021.

Bruxelles, le 31 août 2021.

V. VAN PETEGHEM

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt voor de akten verleden of opgemaakt vanaf 1 september 2021, behalve artikel 7 dat in werking treedt op 1 september 2021.

Brussel, 31 augustus 2021.

V. VAN PETEGHEM

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/32687]

30 AOUT 2021. — Arrêté de police du Ministre-Président visant à maintenir certaines restrictions sur le territoire bruxellois afin de lutter contre la propagation du virus COVID-19

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 166, § 2, de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en son article 48 modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en son article 11 remplacé par la loi du 7 décembre 1998;

Vu l'article 128 de la loi provinciale;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes en son article 4, §2^{quater}, 1^o, tel que modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié par les arrêtés ministériels du 1^{er} et 28 novembre 2020, des 11, 19, 20, 21 et 24 décembre 2020, des 12, 14, 26 et 29 janvier 2021, 6 février 2021, 6, 20 et 26 mars 2021, 24 et 27 avril 2021, 7 mai 2021, 4 et 23 juin 2021, 27 juillet 2021 et 25 août 2021;

Vu la réunion du comité de concertation du 20 août 2021;

Vu les rapports épidémiologiques établis par Sciensano et par la Commission communautaire commune;

Vu la réunion du Conseil régional de sécurité bruxellois du 19 août 2021;

Vu la concertation préalable avec le centre de crise national et le commissaire Corona désigné par l'Etat fédéral pour la gestion de la crise du COVID 19;

Considérant que selon la dernière évaluation de la situation épidémiologique réalisée par le Risk Assessment Group (ci-après RAG) le 18 août 2021, la tendance générale à la hausse des nouvelles infections et des hospitalisations se poursuit, avec une augmentation légèrement plus rapide des hospitalisations; que le nombre de cas de coronavirus détectés en Belgique a augmenté depuis le 19 juillet de près d'un cinquième (1740 contre 1480 il y a un mois);

Considérant que le RAG souligne une accentuation des différences épidémiologiques entre les régions;

Que le nombre de nouvelles infections se stabilise en Flandre et est en légère augmentation en Wallonie;

Qu'en revanche, la situation est plus inquiétante en Région de Bruxelles-Capitale puisque le taux d'incidence par 100.000 habitants sur 14 jours y est en augmentation constante et se situe en date du 21 août 2021 à 481 (239 en date du 2 juin 2021) alors qu'il est de 229 au niveau national;

Considérant que l'augmentation du nombre d'infections et du nombre d'hospitalisations reste la plus prononcée sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/32687]

30 AUGUSTUS 2021. — Politiebesluit van de Minister-President met het oog op het behoud van bepaalde beperkingen op het Brussels grondgebied om de verspreiding van het COVID-19-virus tegen te gaan

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op artikel 166, § 2 van de Grondwet;

Gelet op artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op artikel 11 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, zoals vervangen door de wet van 7 december 1998;

Gelet op artikel 128 van de provinciewet;

Gelet op artikel 4, §2^{quater}, 1^o van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten zoals gewijzigd door de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals gewijzigd door de ministeriële besluiten van 1 en 28 november 2020, van 11, 19, 20, 21 en 24 december 2020, van 12, 14, 26 en 29 januari 2021, 6 februari 2021, 6, 20 en 26 maart 2021, 24 en 27 april 2021, 7 mei 2021, 4 en 23 juni 2021, 27 juli 2021 en 25 augustus 2021;

Gelet op de vergadering van het Overlegcomité van 20 augustus 2021;

Gelet op de epidemiologische rapporten opgesteld door Sciensano en door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Gelet op de vergadering van de Brusselse Gewestelijke Veiligheidsraad van 19 augustus 2021;

Gelet op het voorafgaande overleg met het nationaal Crisiscentrum en de coronacommissaris die is aangesteld voor de beheersing van de COVID-19-crisis;

Overwegende dat uit de recentste evaluatie van de epidemiologische situatie door de Risk Assessment Group (hierna RAG) van 18 augustus 2021 blijkt dat de algemene stijgende trend van het aantal nieuwe besmettingen zich doorzet, met een enigszins snellere toename van de ziekenhuisopnames; dat het aantal vastgestelde besmettingen met het coronavirus in België sinds 19 juli met vrijwel een vijfde is toegenomen (1740 tegenover 1480 een maand geleden);

Overwegende dat de RAG wijst op een verscherping van de epidemiologische verschillen tussen de gewesten;

Dat het aantal nieuwe besmettingen stabiliseert in Vlaanderen en licht toeneemt in Wallonië.

Dat de toestand in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest daarentegen verontrustender is aangezien de incidentiegraad per 100.000 inwoners over 14 dagen er blijft toenemen en op 21 augustus 2021 opliep tot 481 (239 op 2 juni 2021) terwijl het nationaal cijfer 229 bedraagt;

Overwegende dat de toename van het aantal besmettingen en van het aantal ziekenhuisopnames het meest uitgesproken blijft op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.